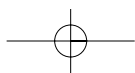
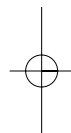
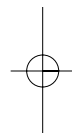


Les socialistes aux portes du pouvoir



DU MÊME AUTEUR

Liberté, quand tu nous tiens, tome I, Fayard, 2000.

Liberté, quand tu nous tiens, tome II, Fayard, 2003.

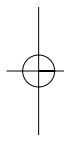
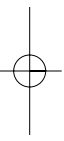
Françoise Seligmann

Les socialistes aux portes du pouvoir

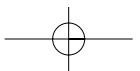
Tome I
Les socialistes et le pouvoir

Préface de Pierre Joxe

ÉDITIONS MICHALON



© 2005, Éditions Michalon
35 rue Berger – 75001 Paris
ISBN : 2-84186-264-X



Préface

« Je gagne 2 400 francs par mois. Combien gagnerai-je si la gauche est au pouvoir ? »

C'est la question posée en 1978 sur l'une des centaines de milliers de cartes postales revenues au siège du Parti socialiste lors d'une campagne inédite lancée à la veille des élections législatives : « Le Parti socialiste vous répond ».

Françoise Seligmann avait eu l'idée de ce « marketing direct » consistant à faire distribuer des millions de cartes postales par les militants du parti. C'est elle aussi qui fut chargée par François Mitterrand d'assurer la coordination et l'expédition des réponses.

Vingt-cinq ans plus tard, on oublie l'ampleur des interrogations incroyables engendrées dans l'opinion française par la « stratégie du programme commun ».

L'alliance « socialo-communiste », comme disait lourdement la droite de l'époque, avait un aspect attirant-repoussant qu'on a un peu oublié depuis que les gouvernements de gauche sont devenus d'une banalité presque automatique, dirait-on.

À l'époque la gauche était écartée du pouvoir depuis un quart de siècle. Après Mendès France et son « expérience » exaltante de quelques mois, Guy Mollet avec sa trahison du « Front républicain » avait semblé fermer pour longtemps la route du pouvoir à la gauche.

Les socialistes aux portes du pouvoir

Après l'échec de Mitterrand en 1974 face à Giscard, notre échec aux élections législatives de 1978 allait sembler enterrer le « programme commun » et ses artisans. C'est ce que certains pensaient, pour le craindre ou s'en réjouir.

Mais en vérité, en profondeur, l'opinion française avait déjà basculé. Les élections cantonales de 1973 et 1976, les municipales de 1977 et même les législatives de 1978 où nous avons perdu encore, mais gagné des dizaines de sièges, les cantonales de 1979 où régions et départements basculèrent à gauche en grand nombre, tous ces indicateurs reflétaient à la fois une lassitude et une espérance que des centaines de milliers de cartes postales venaient raconter au siège du Parti socialiste, par sacs postaux entiers.

Françoise Seligmann avait eu cette intuition. Comme plusieurs fois dans sa longue vie de militante, depuis la Résistance et la décolonisation, elle avait compris à la fois l'attente de l'opinion et son hésitation, son espérance et son inquiétude. L'union de la gauche paraissait bien le seul choix politique. Mais fallait-il croire les socialistes ? Fallait-il craindre les communistes ? Fallait-il se résigner à ce que la droite gouverne pour toujours ?

Car c'est là l'essentiel de l'action politique, subtile alchimie où se combinent et se métamorphosent convictions et ambitions, espérances et illusions, mouvement de masse et leaderships, plus ou moins durables, parfois réversibles...

Le putsch de mai 1958 avait enterré la IV^e République sous le prestige d'un de Gaulle rassurant. L'invention de l'Union de la gauche pouvait-elle inverser le fonctionnement de la V^e République dont toute légitimité gaulliste avait disparu depuis les grandes trahisons de 1974 ?

Préface

Dans ce premier tome, Françoise Seligmann évoque toutes les étapes vers le 10 mai 1981. Quand on observe les mises au point et les piques que sa mémoire implacable et ses archives impeccables lui permettent de documenter, on tremble en pensant au sérum de vérité qu'infligera le second tome à quelques imprudents.

Mais ce tome I, *Les socialistes aux portes du pouvoir*, s'il apporte quelques utiles rectifications historiques ne tombe jamais dans le règlement de comptes, pour une bonne raison : Françoise Seligmann n'a pas de comptes à régler.

Depuis plus d'un demi-siècle, elle traverse la politique française en participant aux combats pour la liberté.

Presque encore adolescente, elle entre dans la Résistance. Jeune femme, elle lance un journal féminin féministe. Plus tard elle soutient Mendès France et la décolonisation. Quand il le fallut, elle participa aux campagnes de dénonciation de la torture en Algérie. Enfin, tardivement, elle entra dans la politique partisane mais par la porte de l'Union de la gauche.

Le Parti socialiste, dont j'étais alors l'un des dirigeants, finit par lui proposer d'entrer au Sénat... pour achever le mandat d'un de nos caciques. Elle siègea donc au Sénat. Mais peu de temps, car, à la fin de son mandat écourté, il fut sans doute jugé qu'il y avait trop de femmes socialistes au Sénat. Elle fut écartée, au profit d'un autre cacique...

Sans plaisir, mais sans rancune, Françoise Seligmann se reconvertit dans une autre action militante, qui a dominé toute sa vie : les droits de l'homme. À la mémoire de son mari François-Gérard, ancien résistant comme elle, mais aussi sceptique qu'elle est enthousiaste, elle fonda un prix Seligmann. Il vient d'être attribué aux deux artisans de l'accord de Genève, le Palestinien Yasser Abed Rabbo et l'Israélien Yossi Beilin. Auparavant elle avait lancé un appel en leur faveur et

Les socialistes aux portes du pouvoir

recueilli en quelques jours des centaines de signatures sur un site Internet créé à cet effet. Elle a toujours été, elle est toujours, et de son temps, et du bon côté.

Les générations de la vie politique sont encore plus courtes que celle des démographes, lesquelles sont déjà plus courtes que celles des familles. Il y avait eu les générations de la guerre, de la Résistance et de la Libération, celle de la guerre d'Algérie, celle de Mai 68. Il y a eu la « génération Mitterrand » – slogan inversé sept ans seulement après le 10 mai 1981 – mais il est vrai dix-sept ans après le congrès d'Épinay.

Françoise Seligmann a la caractéristique singulière d'avoir appartenu à toutes ces générations. Comme d'autres sont polyglottes ou polytechniciens, elle est polygénérationnelle. C'est ce qui rend son témoignage si précieux.

Pierre Joxe

Avant-propos

« L'enjeu de l'élection présidentielle est tel que rester neutre serait un acte de démission civique contraire à l'esprit et à la nature de notre action. » Ainsi se terminaient les premières lignes de l'éditorial que je rédigeai en mai 1974 pour *Après-demain*. Telle fut ma réponse à la question que je me posais et qui se faisait de plus en plus précise : comment rendre mon engagement plus efficace ? Dois-je adhérer au Parti socialiste issu du congrès d'Épinay ?

Au départ de De Gaulle, moins d'un an après Mai 68 et l'élection d'une nouvelle « Chambre introuvable », la gauche non communiste, en déshérence, touchait le fond. Les deux candidats de la droite et du centre, Pompidou et Poher, venaient de s'affronter au second tour de l'élection présidentielle en un déprimant tête-à-tête sans âme ni enjeu de société, l'immortel « bonnet blanc et blanc bonnet » de Jacques Duclos, candidat du PCF, qui, dépassant les 21 %, distançait l'étrange et pathétique attelage Defferre-Mendès France, aux humiliants 5 %.

Le nouveau septennat allait débiter pourtant sur un espoir, aussi bref qu'imprécis, celui d'une « Nouvelle Société », incarné par Jacques Chaban-Delmas et nourri par les idées d'un conseiller dont je reparlerai, Jacques Delors ; l'ambition fera long feu, écrasée par les lourds godillots d'un pouvoir autiste et borné, celui de Messmer, de Marcellin, pour ne point parler d'un Papon. Cinq ans plus tard, au terme précipité de

Les socialistes aux portes du pouvoir

l'ère Pompidou, la situation de notre pays m'était devenue intolérable ; encore aujourd'hui, elle me paraît bien résumée par l'éditorial de mai 1974 d'*Après-demain*, où j'annonce le soutien unanime de la revue au candidat commun de la gauche, François Mitterrand.

« Une France massacrée par une industrialisation et une urbanisation sauvages, sous le règne des dérogations et des faveurs de clans ; les Français soumis à une constante dégradation de la qualité de leur vie, horaires de travail les plus élevés d'Europe occidentale, salaires les plus bas, conditions de logement et de transport de plus en plus détériorées, services publics de plus en plus défaillants, qu'il s'agisse des hôpitaux, du téléphone ou de la sécurité ; des minorités (immigrés, vieillards, marginaux divers) exploitées sans mesure ou abandonnées sans scrupules à leur sort ; un enseignement plus éloigné que jamais du grand dessein d'égalité des chances dont nous rêvons depuis Condorcet... » Certes, si « monopole du cœur » il y eut jamais, inutile de le chercher de ce côté-là.

La droite, c'était aussi la mise sous le boisseau de la radio et de la télévision, avec le monopole de l'ORTF, étiqueté « voix de la France » par le président de la République ; c'était un nivellement par le bas de la quasi-totalité de ses programmes, allant de pair avec le renvoi et la placardisation des journalistes indociles. C'étaient ces réseaux de polices parallèles, avec barbouzes, provocateurs, « plombiers » et tables d'écoute. C'était la mise au pas des magistrats rebelles et l'instauration de juridictions d'exception, en particulier les tribunaux militaires, ouvrant la porte à tous les dénis de justice, à tous les abus de pouvoir. La droite, enfin, c'était une France isolée dans le monde, privée de ce qui faisait naguère son prestige, au profit d'un nationalisme outrancier, servant de paravent à de sordides intérêts.

On l'a parfois dit, et j'y souscris : le candidat commun de la gauche que fut – et avec quel brio ! – François Mitterrand aurait déjà

Avant-propos

dû l'emporter dès cette année-là, car il incarnait le changement auquel tout ce qu'il y avait en France de plus jeune, de plus généreux, aspirait.

Certes, le nouvel élu, lui aussi, avait promis le changement, mais c'était le changement dans la continuité. Derrière la majorité à 18 ans, derrière la loi sur l'interruption volontaire de grossesse et l'héroïque combat de Simone Veil contre sa propre majorité politique et sociologique, derrière Françoise Giroud à la Culture et un Jean-Jacques Servan-Schreiber fugacement préposé à l'« agitation d'idées », la brutalité d'un Poniatowski, l'agressivité mal contenue du « facho Chirac » de l'époque, le docte mépris d'un Raymond Barre pour les « porteurs de pancartes » et les « professionnels du Bastille-Nation », trahissaient la vraie nature du septennat de Giscard.

Dissimulant une pointe d'inquiétude derrière sa morgue habituelle, Alain Peyrefitte prophétisait : « Si nous ne faisons pas de bêtises, nous sommes là pour trente ans. » De la part de cette droite suffisante et sclérosée, il n'y eut pas de bêtise plus énorme qu'une autre ; il y eut l'étouffement, la lassitude, le découragement, que ne dissipait point la gadgétisation du politique, à coups de petits déjeuners élyséens pour éboueurs maliens, d'accordéon à Chamalières et de poses « décontractées » à col roulé.

Il y eut, enfin, l'espoir, incarné par un homme qui sut briser la fatalité de l'échec et qui, en 1974, dans la défaite même, voyait poindre, « inéluctable », la victoire à venir. « Et les fruits passeront les promesses des fleurs », annonçait dès le lendemain matin, René Andrieu, dans son éditorial de *L'Humanité*. Ce dimanche soir de mai, dans le grand lamento de la tour Montparnasse, quartier général de campagne de François Mitterrand, c'est le vaincu qui est le moins accablé de nous tous ; il se prépare déjà à l'emporter demain, à devenir en 1981 ce Président qu'il aurait pu être sept ans plus tôt.

Les socialistes aux portes du pouvoir

Cet homme que, par deux fois au moins, on avait dit « fini » allait, tel un Lazare de la politique, incarner l'espoir et parvenir, suprême habileté, à dénouer patiemment le nœud gordien qu'il ne pouvait trancher à lui seul. Cet homme hors du commun – et il en fallait un – était François Mitterrand. En lui cohabitèrent, se succédèrent deux personnages dissemblables ; étrangement, à quinze ans d'écart, je me suis trouvée au côté de l'un comme de l'autre. La première fois, on ne s'y bousculait guère ; la deuxième, c'était presque le trop-plein.

Le Mitterrand façon IV^e République, séducteur, dilettante et hautain, collectionneur d'actrices et de maroquins, avait tout pour me déplaire. Pourtant, ce cynique, ce carriériste, ce jouisseur gourmand, ce politicien butineur et frivole, peu regardant sur ses fréquentations, ce « caractère » qu'on aurait cru sorti d'une pièce d'Octave Mirbeau ou d'un roman de Maurice Druon, n'allait plus cesser de m'étonner, de m'impressionner. Dans le paria de l'Observatoire, dans le « politicien au rancart » stigmatisé par un de Gaulle requinqué à Baden-Baden, il y avait aussi le meilleur et le plus perspicace connaisseur de la carte électorale française ; dans l'homme trop pressé de Mai 68, il y avait l'intelligence, l'opiniâtreté, le savoir-faire portés au plus haut point, cette sidérante vitalité d'un homme durablement meurtri par le lamentable coup monté d'octobre 1959, qui ne laissa auprès de lui qu'une petite poignée de proches, au nombre desquels il dut être bien étonné de me compter !

Oui, il y eut aussi le Mitterrand bâtisseur, visionnaire, humaniste, courageux, l'homme sans qui rien, à gauche, n'eût été possible avant longtemps, le seul à enfin rompre le cercle d'airain d'un immuable pouvoir de la droite, auquel nombre d'entre nous semblaient s'être résignés.

« Le peuple, aurait marmonné un politicien de l'entre-deux-guerres, oui, à condition de ne pas trop voir sa gueule ! » Rien de tel chez François Mitterrand, moins nourri pourtant de Marx et même de Jaurès que de

Avant-propos

Jacques Chardonne et d'Édouard Estaunié. C'est qu'il y avait entre lui, la France et son peuple une étonnante et indéniable résonance.

Pénétré au plus haut point du génie de son pays et de l'esprit de ses citoyens, François Mitterrand sut patiemment convaincre de la nécessité du changement ceux-là mêmes dont il savait bien qu'ils n'avaient cessé de pencher en majorité vers les forces du conservatisme. Bien au-delà du clocher de la « Force tranquille », Mitterrand avait compris mieux que quiconque les Français de son temps.

Si l'expression « parcours du combattant », tant galvaudée, convient à quelqu'un, c'est bien au François Mitterrand de ces années, au stratège tenace, à l'homme de convictions, et de foi en ce serpent de mer, ce slogan d'estrade trop beau pour déjà être audible et qui, par lui, deviendra réalité : l'Union de la gauche. Des mollétistes aux rocardiens, des décombres de la SFIO aux restes du PSU, du congrès d'Épinay aux assises du socialisme, du Ceres au PC, que de pièges à éviter ou à éventer, d'obstacles à digérer, de « vieilles maisons » à nettoyer, d'héritages à sauvegarder ou à liquider, pour devenir et demeurer premier secrétaire du Parti socialiste !

Le rééquilibrage de la gauche fut un tour de force, un coup de maître. Dès octobre 1974, dans une magistrale tribune du *Nouvel Observateur*, il en constate, avec une feinte placidité, l'accomplissement : « Pourquoi en parlerais-je aujourd'hui ? Il est fait. »

Pourtant, si convaincre Robert Fabre, le débonnaire pharmacien de Villefranche-de-Rouergue, ne fut point travail d'Hercule, amener le puissant parti de l'irascible et vindicatif Georges Marchais à la table des négociations et le conduire jusqu'à la signature du Programme commun de gouvernement, était une autre affaire, en ces temps où l'Union soviétique pesait encore lourd sur la coupole de « Fabien » et s'accommodait fort bien des orientations de la politique étrangère française, dès lors que celles-ci contrecarraient les visées des États-Unis.

Les socialistes aux portes du pouvoir

François Mitterrand était le seul à pouvoir accomplir ce véritable exploit politique. L'évidence en fut à peine contestée en 1979, au congrès de Metz, par un Michel Rocard raide et maladroit, instruisant une sorte de procès en ringardise au cours duquel il me sembla lui-même autrement plus vieux que la cible qu'il s'était choisie ! Et, lorsque dix ans plus tard, au terme d'un inégal duel entre maître et élève, qui le verra étriller Jacques Chirac avant d'être réélu haut la main, la « une » de *Libération* saluera Mitterrand d'un « Bravo, l'Artiste ! », j'y ajouterai sans réserve mes propres applaudissements.

Je ne ferai pas de François Mitterrand le parangon de toutes les vertus, je ne ferai point crédit au « Florentin » de la rectitude de sillon d'un Pierre Mendès France ; je n'oublie ni son passage à Vichy, ni ses amitiés douteuses, en particulier celle du criminel Bousquet, ni le ministre de l'Intérieur de Guy Mollet qu'il fut pendant la guerre d'Algérie, se cramponnant à son fauteuil alors que Mendès et Alain Savary – Compagnon de la Libération, lui – démissionnaient du gouvernement. Pourtant, c'est Mitterrand qui a su battre la droite sur les terrains où elle régnait sans partage avec une insupportable arrogance et faire patiemment du PS un vrai parti de gouvernement.

Si, autour de moi, les acteurs du champ politique étaient pour la plupart – et sont toujours – loin de donner l'exemple de la probité, de la rigueur, de l'honnêteté, du courage, devais-je pour autant considérer que toute politique était sale et vaine, qu'une société meilleure était impossible ? Point question de grand soir ni de sauveur suprême : avec François Mitterrand, je décidai simplement de dire oui à l'effort obstiné pour maîtriser un peu mieux les forces de l'argent, vaincre les injustices et les inégalités, conquérir la liberté et la dignité pour chacun.

Si le respect en toutes circonstances de la morale républicaine la plus exigeante fut la grandeur de PMF, « changer la vie », la vraie,

Avant-propos

donner chair à un projet de société rompant avec les valeurs politiques, économiques, morales et culturelles du capitalisme impliquait de gagner, en des combats parfois douteux, les élections. François Mitterrand sut comme personne nous rappeler cette vérité : « Si l'on oublie que l'objet de la lutte est la conquête du pouvoir afin de disposer de l'instrument sans lequel il n'y aura pas de changement de société, on peut en effet se contenter d'actions limitées, de témoignages spectaculaires, de batailles navales dans le bassin des Tuileries » (*Le Nouvel Observateur*, 14 novembre 1974).

Quel monde d'écart, entre les pétitions à répétitions, les lendemains qui chantent et la machine électorale nécessaire à l'accession au pouvoir d'un homme auquel il arriva de considérer avec une pointe d'agacement et de commisération « notre » Ligue des droits de l'homme. Alors, en être ou ne pas en être ? Choisir le réel et ses scories plutôt que les blanches mains de l'impuissance ? Adhérer ou demeurer à distance de ce Parti socialiste séduisant et déjà conquérant, comme s'il avait trop longtemps attendu de naître et sur lequel Georges Pompidou ironisait encore, peu avant les législatives du printemps 1973 ? « UDR, oui, on connaît, PC, on connaît, SFIO, on connaît, mais PS ? Qui est-ce qui est PS ? »

« Il n'est si longue nuit que ne suive l'aurore », lit-on dans *Macbeth*. Par les couloirs bondés de la « tour », en ce soir de printemps douloureux de 1974 où nous échouons si près du but, alors que certains des nôtres cèdent à l'accablement, que l'aurore semble ne jamais devoir poindre, je sens, je sais, que le moment est venu. Je choisis d'adhérer au Parti socialiste

Me revient ce mot que je tiens pour l'un des plus beaux de la langue française : résistance. C'est par la Résistance que je vins au ménéssisme, à la lutte pour la décolonisation, au combat anti-raciste, à la

Les socialistes aux portes du pouvoir

dénonciation de l'indignité française en Algérie, à l'engagement pour les droits de l'homme, aux luttes des femmes. C'est au nom de ces idéaux que je m'engage, derrière l'homme qui vient d'annoncer son intention de promouvoir, une fois élu, une charte des libertés. En 1981, à la veille du rendez-vous historique, le formidable souffle d'air frais qu'apporteront les 110 propositions du candidat François Mitterrand me renforcera dans ma conviction d'avoir fait, sept ans plus tôt, le juste choix.

De ces propositions, certaines, comme l'octroi du droit de vote aux étrangers, ne sont toujours pas appliquées, mais comment ne pas saluer alors cet élan, cet air nouveau et bienfaisant de liberté, ce goût retrouvé de la justice, qu'il s'agisse de l'opposition à la peine de mort courageusement affirmée par le candidat Mitterrand face à une opinion publique en majorité défavorable, de l'indépendance des magistrats, du prix unique du livre, de l'accès à la culture ou de l'aide à la recherche fondamentale, de l'égalité et de la dignité des femmes, des droits des immigrés ou des handicapés. La militante que je serai jusqu'à mon dernier souffle s'y retrouvait en sa maison, comme elle s'était sentie chez elle dans l'éthique sans concessions d'un Pierre Mendès France, dans l'amitié exaltante et généreuse d'un Claude Bourdet. Enfin il me semblait possible de sculpter le réel sans vendre son âme, et nous le devons d'abord à cet homme d'ombres, de lumière et d'espoir : François Mitterrand.

Quant à moi, novice en socialisme, c'est peu de dire que je ne compris pas grand-chose aux conciliabules des petits marquis, aux non-dits et non-écrits hérités du mollétisme le plus caricatural ; je ne goûtai ni les jeux de clans ni les ballets de courtisans, je me défiai de ces airs entendus et de ces manœuvres de professionnels de congrès, qui, plus d'une fois, me remirent en mémoire le mot fameux : « Ces mystères nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs. »

Avant-propos

Aussi, tel le Huron ingénu de Voltaire débarquant au prieuré de Notre-Dame-de-la-Montagne, nullement averti du commerce et des manières de ceux qui ne disent pas ce qu'ils pensent et ne pensent pas ce qu'ils disent, je décidai en cet étrange pays nommé Parti socialiste de ne point faire comme eux et de rester moi-même.

Je suis restée moi-même... et socialiste aussi.

